

Lc. 2 33. (9eme 4e part. de juin 1709.)

(438)

(par Donneau de Visé, d'après Barbier)

(3-9 juin 1709) 1 vol. in-12 M

RECUEIL
DE DIVERSES
PIECES
TOUCHANT
LES PRELIMINAIRES
DE PAIX
Proposez par les Alliez, & rejettez par le Roy.



A PARIS,
Chez MICHEL BRUNET, Grande Salle du Palais, au Mercure Galant.

MDCCIX.

G. 1563.
478.

RECUEIL
DE DIVERSES
PIÈCES
TOUCHANT
LES PRÉLIMINAIRES
DE PAIX

Imprimé par les Ordres
du Roy très-Chrétien.

A PARIS,
Chez Michel BRUNET, Grand'
Salle du Palais, au Mercure Galant.
M. DC. CI X.

RECUEIL
DE DIVERSES
PIECES
TOUCHANT
LES PRELIMINAIRES
DE PAIX

Proposez par les Alliez, & rejettez par le Roy.

MR le Marquis de Torcy, aprés avoir assisté à plusieurs Confe-

rences tenuës à la Haye pour convenir des Preliminaires d'une Paix qui pût estre durable, & au contentement de toutes les Puissances interessées dans la Guerre presente, arriva à Versailles le soir du premier de ce mois, pour rendre compte au Roy de ce qui s'estoit passé dans les Conferences où il s'estoit trouvé, & dés le mesme soir il eut l'honneur d'entretenir Sa Majesté en par-

ticulier, & de luy faire un fidele raport de tout ce qu'Elle ſouhaitoit d'apprendre.

Le lendemain ce Prince fit aſſembler le Conſeil, dans lequel Mr de Torcy fit un détail de tout ce que les Alliez demandoient pour Preliminaires de la Paix, dont on n'auroit commencé à traiter qu'aprés qu'ils auroient eſté mis en poſſeſſion de toutes les Places qu'ils demandoient,

& que l'on auroit razé les Fortifications de plusieurs autres Places. Le Conseil ne délibera pas long-temps aprés ce raport, & le Roy aprés avoir écouté les Avis de ceux qui composoient ce Conseil, declara qu'il ne pouvoit accepter les Preliminaires proposez par les Alliez, & Mr de Torcy fut chargé de leur faire sçavoir sa resolution, & d'écrire en mesme-temps à Mr Roüillé qui estoit de-

meuré à la Haye pour attendre la réponſe de Sa Majeſté, de revenir, & en conſequence de l'ordre qu'il en reçût, ce Miniſtre arriva à Verſailles le 13. de ce mois, & rendit compte au Roy de ce qui s'eſtoit paſſé à la Haye depuis que Mr de Torcy en eſtoit party.

Quoyque le Roy eût trouvé les Propoſitions des Alliez d'une nature non ſeulement à n'eſtre pas

écoutées, mais auſſi à eſtre rejettées avec mépris, Sa Majeſté donna ordre à Mr de Torcy, ſuivant les manieres honneſtes qui luy ſont ordinaires, de mander le refus qu'Elle faiſoit de ces Propoſitions en termes qui marquoient qu'Elle ſçavoit toûjours ſe poſſeder & regner ſur Elle-meſme. Ainſi il ne parut rien dans ce qu'écrivit ce Miniſtre, qui fît connoître le juſte mépris que l'on avoit fait

des Preliminaires qu'il avoit apportez, & qui avoient meſme irrité le Conſeil. Mr de Torcy executa ponctuellement les ordres qu'il reçût, & qui convenoient fort à la douceur de ſon caractere.

Le meſme jour le Roy nomma Mr le Comte de Bezons Maréchal de France, & declara que c'eſtoit pour ſervir en Eſpagne, ce qui fit connoître que S. M. n'avoit pas eu deſſein d'a-

bandonner Philippe V. & qu'Elle perſiſtoit toûjours dans la reſolution de le ſecourir.

Auſſi-tôt aprés que le Courrier qui partit le 2. de ce mois ſe fut mis en marche, le bruit du Reſultat du Conſeil ſe répandit dans tout Verſailles, où la joye parut extraordinaire, & où chacun aprés avoir donné de grands applaudiſſemens à ce que le Roy venoit de faire, trouva fort étrange

que les Alliez euſſent oſé faire des Propoſitions qu'un Monarque moins ſage que le Roy, n'auroit pû écouter entierement ſans marquer une vive indignation, & ſans donner à ces Propoſitions le nom qu'elles meritoient. Toute la Cour fit connoître ce qu'elle en penſoit, & chacun en parla ſelon ſon caractere; mais ceux qui en parlerent avec le moins d'emportement, firent connoître leur

ſurpriſe, & le mépris que l'on en devoit faire.

Tout Paris fut informé le lendemain du contenu de ces Propoſitions; de la maniere dont elles avoient eſté reçûës dans le Conſeil; de la réponſe que le Roy y avoit faite, & de la joye que toute la Cour en avoit reſſentie. Le Peuple oublia auſſi-tôt le chagrin que luy cauſoit la cherté du pain, & ce meſme Peuple qui faiſoit la veille des vœux au

Ciel pour obtenir la Paix, en fit pour luy demander la continuation de la guerre, & chacun, quoyque de ſexe different, & de different état, declara à haute voix qu'il eſtoit preſt de donner tout ſon bien & de verſer tout ſon ſang pour faire repentir les Alliez des Propoſitions qu'ils avoient oſé faire. Un zelé Serviteur du Roy, charmé de l'ardeur du zele qu'un ſi grand Peuple faiſoit paroî-

tre, & dont la ſincerité éclatoit dans ſes yeux, & dans tous ſes mouvemens, entreprit l'Ouvrage que vous allez lire, qui ne luy couta preſque que le temps de l'écrire, tant il avoit d'empreſſement de faire ſçavoir à tout ce Peuple la joye qu'il reſſentoit du bon party qu'il avoit pris, & de faire connoître en même temps à ceux, qui malgré leur zele, auroient pû eſtre intimidez de la puiſ-

ſance que les Alliez affectoient de faire paroître par leurs Propoſitions. Ils ſont bien éloignez d'eſtre dans la ſituation où ils vouloient qu'on les crut, & la peinture qu'il fait dans ſon Ouvrage de l'état où ils ſe trouvent, & dont il donne des preuves auſquelles on ne peut repliquer, & celle qu'il fait de l'état où ſe trouve la France, bien different de ce qu'en diſent les Alliez, doit étonner tous leurs

Sujets qu'ils ont toûjours trompez pour les engager à continuer de fournir aux frais de la guerre, & réjoüir tous les François en les détrompant des preventions qu'ils avoient en faveur des Ennemis, & de celle qu'ils avoient contre eux-meſmes.

Voicy l'Ouvrage dont je viens de vous parler.

A Paris ce 5. Juin 1709.

LETTRE

En forme de Manifeſte, touchant les Propoſitions de Paix faites par les Alliez, & rejettées par le Roy, ainſi que ſur la ſituation des affaires de la Guerre.

POur répondre, Monſieur, à ce que vous me demandez, je dois vous dire d'abord, que Sa Majeſté a

rejetté d'une maniere auſſi genereuſe, les Articles de Paix propoſez par les Alliez, qu'elle avoit genereuſement commencé à en propoſer Elle-même. Je dis genereuſement, parce que je vais vous faire connoître que ce Monarque les devoit moins craindre, qu'ils ne devoient l'apprehender. Les raiſons qu'il avoit de propoſer des moyens pour pacifier l'Europe, eſtoient que Dieu paroiſt viſiblement irrité

d'une Guerre qui détruit d'autant plus ſes Autels, qu'elle ſe fait entre des Puiſſances qui profeſſent des Religions contraires, & que les Guerres ſont toûjours accompagnées d'une grande effuſion de ſang, ſans compter les incendies, les vols, la ruine de pluſieurs familles, les riſques que court ſouvent l'honneur des femmes les plus vertueuſes, la Famine & la Peſte, & une infinité d'autres maux qu'elles trai-

nent toûjours aprés elles.

D'ailleurs, tant de ſang répandu dans les dernieres guerres, & dans celle qui anime aujourd'huy tant de Puiſſances armées, pouvant enfin épuiſer l'Europe en peu d'années, d'hommes capables de porter les armes, & la mettre en proye aux Barbares, dans le temps qu'elle ne pourroit s'oppoſer à leurs Armées formidables, avoit auſſi excité le Roy à propoſer le premier

des moyens de faire la Paix, auſſi bien que la calamité publique cauſée par le plus affreux hyver qui ſe ſoit fait ſentir en Europe depuis plus d'un ſiecle, & qui rend pendant la Guerre cette calamité publique, encore plus grande à cauſe de la diſette d'une infinité de choſes neceſſaires à la vie, qu'elle n'auroit eſté dans un autre temps.

Ce ſont là les raiſons qui avoient engagé le Roy à fai-

re des propoſitions de Paix, & d'envoyer aprés les premieres Conferences tenuës en Hollande à ce ſujet, un Miniſtre à la Haye, ſage, eſtimé, & profond dans les affaires étrangeres, parce qu'elles ſont en France le principal ſujet de ſon Miniſtere, & que ſon affabilité luy ayant attiré les cœurs de tous les Miniſtres étrangers qui ont traité avec luy à la Cour de France, il en pourroit trouver beaucoup à la Haye,

qui connoiſſant la droiture de ſon ame, & la foy que l'on doit avoir en ſa parole, traiteroient volontiers avec luy, & acheveroient le grand ouvrage qu'un autre Miniſtre dont la ſageſſe & les lumieres ſont connuës, avoit ébauché. Toutes ces choſes font connoiſtre la penetration du Roy & ſes bonnes intentions pour terminer un ouvrage qui devoit faire rétablir des Autels renverſez en beaucoup d'endroits,

tarir le ſang humain dont la terre eſtoit arroſée, faire en quelque façon ceſſer la famine qui regne preſque dans toute l'Europe, & luy redonner des hommes pour la culture de la Terre. Enfin l'envoy de ce Miniſtre eſtoit un pur effet de la genereuſe bonté du Roy, qui vouloit bien pour le repos de l'Europe faire un pas qui au lieu de donner de la vanité aux Hollandois, qui paroiſſant agir de bonne foy

dans cette Affaire, devoient s'en trouver honorez, loin d'en estre enorgueillis.

Pendant que le Roy cherchoit tous les moyens de procurer veritablement la Paix à l'Europe, par le choix d'un Ministre que toutes sortes de raisons devoient engager d'employer toutes ses lumieres & toute son attention, tant pour répondre à la bonne opinion qu'on a de luy, que pour avoir la gloire d'avoir consommé un si grand

ouvrage, les Alliez avoient tout au contraire choisi des Plenipotentiaires dont il estoit de l'interest & de la Politique d'en empêcher la consommation. Les hommes sont toûjours hommes, & ne peuvent s'empêcher, lors qu'il s'agit de leurs interests, de travailler premierement pour eux, & de détourner tout ce qui peut faire tort à leur fortune, & les empêcher de briller dans le Monde. La plûpart des

hommes

hommes ſont ſi accoûtumez d'en uſer de la ſorte, qu'à peine s'apperçoivent-ils en de pareilles occaſions, qu'ils n'ont dans tout ce qu'ils font que leur intereſt pour objet.

Il eſtoit difficile que le Prince Eugene en uſât autrement la Paix, nonobſtant ſa grande naiſſance, devoit le mettre hors d'etat de la ſoûtenir, n'ayant pas en Allemagne plus de biens en fond qu'un Gentilhomme qui ne ſeroit pas des plus

qualifiez. La Paix ne devoit pas seulement rendre ce Prince inutile, & l'empêcher d'acquerir de nouvelle gloire, mais elle devoit aussi reduire sa Presidence du Conseil de guerre de l'Empereur, à se voir sans fonction ; & toutes ces choses, jointes aux ordres de S. M. I. d'empêcher la conclusion de la Paix autant qu'il luy seroit possible, ne devoient pas la faire avancer.

Quant à ce qui regarde Milord Marlborough, il n'y a personne qui ne se soit dit à soy-même en le voyant nommer Plenipotentiaire, que ce n'estoit pas le moyen d'avoir une prompte Paix. Ce n'est pas qu'il n'ait mieux caché son jeu que le Prince Eugene, & que quoy qu'étant peut-estre plus éloigné de conclure la Paix, il n'ait plus paru y donner les mains; mais il se representoit souvent à luy-mesme,

que la Paix eſtant une fois concluë, que ſe trouvant hors d'état d'acquerir de la gloire, & des richeſſes en commandant, (car perſonne n'ignore ce que luy ont vallu les contributions) que n'étant pas aimé en Angleterre, & que la Princeſſe qui en occupe aujourd'hui le Trône, devant par cette Paix ſe trouver hors d'état de s'acquerir des Creatures, & de ſoûtenir celles qu'elle avoit faites; cette Paix pouvoit

cauſer ſa ruine totale, & luy couter peut-eſtre encore davantage ; on peut juger par là, ſi ne ſe trouvant qu'un ſeul Plenipotentiaire à la Haye, qui agit de bonne foy, on pouvoit y voir finir le grand ouvrage de la Paix : ce n'eſt pas que les intentions des Hollandois ne fuſſent bonnes ; mais elles ne ſuffiſoient pas pour faire conclure une Paix qu'ils paroiſſent ſouhaiter de bonne foy.

Aprés avoir fait voir les raisons que le Plenipotentiaire de l'Empereur & celuy d'Angleterre avoient de travailler à éloigner la Paix, au lieu de fournir des moyens qui pussent la faire avancer, voyons les raisons qui les empêchoient de la souhaiter, & mesme de faire travailler à la reculer.

L'Empereur a pour but dans cette Guerre l'affoiblissement de toutes les Puissances d'Allemagne, qui

peuvent l'empeſcher d'y regner arbitrairement, & il en viendra ſans doute à bout ſi la guerre continuë, puis qu'il s'en faut déja peu que ces Puiſſances ne ſoient épuiſées d'hommes & d'argent. D'ailleurs l'Empereur dont les revenus comme Empereur ne fourniſſent pas dequoy entretenir ſa Maiſon, & qui ne tire plus rien du Royaume d'Hongrie, & à qui celuy de Boheme rapporte peu, ſeroit fâché que

la Guerre finit, puis que bien loin qu'elle luy coute un ſol, il la fait non ſeulement aux dépens des Puiſſances qu'il ſubjugue ; mais qu'outre les frais qu'il en tire pour la continuation de la guerre, il en tire aſſez pour ſes autres beſoins. On ſçait que les Colonels Allemans n'ont de revenu que ce qu'ils pillent ; que l'Empereur ſe fait non ſeulement payer des droits de Souverain par les Peuples qu'il a forcez d'entrer ſous

ſa domination, & que de plus il leur demande inceſſamment des ſommes pour les frais de la guerre. Ce ſont des faits conſtans, & dont les nouvelles publiques imprimées meſme chez les Alliez ſont tous les jours remplies.

Outre cela la Maiſon d'Autriche a en vûë, ſi elle devenoit un jour maiſtreſſe de l'Eſpagne, de dire aux Hollandois, lorſqu'elle ſe verra toute-puiſſante en Eſ-

pagne (ce qu'il n'y a pourtant pas lieu de croire de voir jamais arriver) lorſqu'elle aura quelques Places fortes en Flandre, & qu'elle gouvernera toute l'Allemagne arbitrairement ; la Maiſon d'Autriche, dis-je, ne manquera pas de faire une querelle d'Allemand aux Hollandois, & de leur dire que leurs Etats luy appartiennent, les ayant uſurpez ſur la Couronne d'Eſpagne ; &

ainſi les Hollandois qui n'avoient plus ce malheur à craindre des Eſpagnols qui les avoient reconnus comme Souverains, ſe trouveroient alors dans un état terrible, & dont il leur ſeroit difficile, pour ne pas dire impoſſible, de ſortir.

Ce ſont là les raiſons qui empêchent l'Empereur de conſentir à la Paix, & qui l'obligent meſme à la détourner autant qu'il luy eſt poſſible.

Quant aux raiſons qui ſont cauſe que la Princeſſe qui regne en Angleterre ne veut pas conſentir à la Paix, elles ſont ſi connuës & ſi rebattuës, qu'il eſt preſque inutile d'en parler. Cette Princeſſe ne toucheroit pendant la Paix, que ce que l'on appelle la Liſte civile, *qui n'eſt que pour l'entretien de ſa Maiſon. Ainſi elle ne pourroit faire de Creatures ny à force d'argent, ny en leur don-*

nant des Emplois, puiſque la guerre ne luy en fourniroit plus à donner. Elle feroit ceſſer l'indigence de ſes Peuples, qui les abat tellement qu'ils ne ſont pas en état d'agir contr'elle, en travaillant à reconnoître leur veritable Souverain; & enfin, il ne paroît pas qu'une Paix quelque avantageuſe qu'elle pût eſtre pût l'empêcher d'eſtre obligée de deſcendre d'un Trône qui ne luy appartient pas.

Il ne me reſte plus à vous parler dans cette Lettre, que de deux Articles qui ſont les plus importans.

Les Alliez diſent non-ſeulement ; mais ils s'efforcent meſme de faire croire, que la France par toutes ſortes de raiſons, ſe trouve dans une ſi mauvaiſe ſituation qu'elle doit eſtre obligée de recevoir toutes les propoſitions de Paix qu'on luy fait, quelques onereuſes qu'elles ſoient, & je pretends au

contraire vous faire voir qu'ils ſont bien moins en eſtat de ſouſtenir long-temps la guerre, ce que je ne prétends vous prouver que par des faits.

Il eſt conſtant que l'Angleterre, de l'aveu meſme de tous les Anglois, ne peut trouver aſſez d'hommes ny d'argent pour ſouſtenir la guerre encore deux ans. Les preuves en ſont manifeſtes, & pour en eſtre convaincu, il n'y qu'à faire reflexion à

ce qui s'y est passé depuis la fin de la derniere Campagne.

Il a esté question de la levée de 16000. *hommes pour remplacer les Troupes qui ont peri en Flandres pendant la Campagne. On y a cru d'abord que rien n'estoit plus facile que cette levée, & pour employer les propres termes dont on s'est servy, & qui ont même esté imprimez dans toutes les nouvelles publiques, le Parlement a ordon-*

né qu'on mît quatre livres sterlin sur la main de ceux qui s'enrolleroient volontairement, & l'on crut que ces offres feroient lever autant d'hommes que l'on en auroit besoin. Cependant la Ville de Londres & le Comté de Midelsex qui devoient fournir seulement 2300. *hommes pour leur cotte-part des* 16000. *hommes, n'ayant pû les lever, le Parlement a esté obligé de permettre qu'on enlevât des hommes par*

force pour remplir le nombre de ſoldats qui manquoit; mais ceux qui avoient eſté enlevez de la ſorte s'étant mutinez, ce Parlement a eſté obligé de paſſer un Bill pour punir les mutins. Ce ſont des faits publics, & imprimez meſme en Angleterre. Les levées n'ont pas eſté plus heureuſes dans le reſte du Royaume, puis qu'excepté Londres, il y a peu de Villes conſiderables en Angleterre. A l'égard de

l'argent toute l'Europe ſçait que les Anglois levent 20. pour 100. non ſeulement du revenu des Terres & des Maiſons ; mais auſſi des Penſions, des Appointemens, & des profits que les Avocats, les Medecins & autres font dans leurs Profeſſions. Il eſt public par les Actes du Parlement, que l'Angleterre doit à ſa Flotte cinq cens millions de France, & pluſieurs centaines de millions à la Banque Roya-

le ; aux Compagnies réünies des Indes Orientales ; en Billets de l'Echiquier ; en Fonds qui ont manqué ; & qu'ils avoient assignez en payement à ceux qui avoient fait des avances sur ces Fonds, à qui on doit la plus grande partie du capital & des interests ; & l'on sçait que le Parlement pour remplir le Subside a esté obligé d'emprunter cette année environ cinquante millions. Ainsi il ne trouve plus que

des moyens extraordinaires pour lever de l'argent, & qui ſont fort à charge au Public, & tout ce qu'il impoſe chaque année pour augmenter les Fonds n'eſt tiré que des augmentations qu'il fait tous les ans preſque depuis cette derniere guerre, ſur toutes les choſes neceſſaires à la vie, & qui ſont déja chargées d'Impoſts. Cependant nonobſtant tant d'argent levé de toutes ſortes de manieres, la Hollande n'a

encore pû estre payée de ce qui luy est dû pour les sept Regimens qu'elle leva pour l'Angleterre dans la guerre precedente. Enfin on rempliroit un Volume de tout ce que l'Angleterre doit, & l'on en peut juger par ce que j'en viens de raporter; & ce qui fait que l'espece manque en Angleterre, est que l'argent qui s'y leve pour la guerre ne s'y consomme pas, les Troupes Angloises lorsqu'elles ont passé la mer,

tirant presque toutes les choses dont elles ont besoin des lieux où elles se trouvent, au lieu que les Troupes Françoises agissant dans des Païs contigus aux Provinces de France, tout l'argent qui est employé pour la guerre ne sort point du Royaume.

Les Hollandois ne sont pas moins endettez que les Anglois; mais avec cette difference qu'ils l'avoüent de meilleure foy, & l'on

ſçait qu'il y a plus de vingt ans que les taxes impoſées ſur les Maiſons de Campagne eſtoient ſi fortes que tous les Proprietaires les auroient abandonnées plûtôt que de payer leurs taxes s'il ne leur avoit point eſté defendu de le faire. Il y a long-temps que pluſieurs Villes, & même quelques Provinces entieres ne contribuent preſque plus aux beſoins de l'Etat, & qu'elles ne ſont point inquietées pour y contribuer,

vû que l'impossibilité où elles sont de le faire, est connuë, & que la disette d'argent y regne depuis longtemps, nonobstant les deux centiémes deniers multipliez que l'Etat leve sur tous ses Sujets, ce qui monte à la moitié du revenu de chaque Particulier sans exception. Cependant cet Etat doit vingt-trois millions d'interest, ce qui fait plus de cinq cens millions de capital.

Perſonne n'ignore que le Commerce de Mer de l'Angleterre & de la Hollande, qui eſt preſque la ſeule reſſource de ces deux Etats, eſt en décadence, & que pour quelques Armateurs & quelques Navires qu'ils nous prennent, & ſur leſquels la France ne fonde pas ſa ſubſiſtance, on leur enleve preſque tous les jours des Vaiſſeaux tres-richement chargez. Cependant dans l'Etat où ſe trouvent

aujourd'huy ces deux Puiſſances, il faut, ſi la guerre continuë, qu'elles en faſſent ſeules tous les frais; qu'elles payent tous les Subſides que l'on eſt convenu de payer au Duc de Savoye, qui n'eſt pas un Peince qui veuille attendre long-temps, quoy qu'il pût s'en paſſer. Il faut qu'elles payent auſſi huit ou dix Puiſſances d'Allemagne qui ſecourent les Alliez pour de l'argent, & en leur vendant bien leurs Troupes.

Jugez apres cela s'il eſt poſſible qu'elles puiſſent ſoutenir long-temps la guerre.

Je ne dis rien de l'Empereur qui ne fournit que quelques Generaux, & tres-peu de Troupes aux Alliez, à qui il coute cher, pendant que ſes Troupes ſont employez en Hongrie & en Italie, & qu'il profite de la dépenſe que font les Anglois & les Hollandois pour ſoûtenir la guerre. Ainſi il fera la guerre ou la paix ſelon

qu'il plaira à ces deux Puiſ-ſances de faire l'une ou l'autre ; mais comme elles travaillent plus pour luy que pour elles en faiſant la guerre, il mettra toûjours tout en uſage pour empêcher la Paix.

Voilà la ſituation, ou plûtoſt l'accablement où ſe trouvent les Puiſſances, qui diſent que la France ſera obligée de recevoir les Propoſitions qu'elles luy font, quelques dures qu'elles ſoient ;

à quoy je dois ajoûter, que les affaires des Alliez ne ſont pas en meilleur eſtat du coſté de l'Allemagne, & qu'aprés avoir répandu dans le monde des Liſtes de 80. *mille hommes que devoient fournir pour leur contingent, les Puiſſances d'Allemagne, ces* 80. *mille hommes ſont reduits preſque à rien, puis qu'il ne paroiſt qu'à peine que nous devions avoir une petite Armée en teſte de ce coſté-là, & que*

la saison est si avancée, qu'il semble que nos Troupes qui sont nombreuses sur le Rhin, seront beaucoup superieures à celles que les Ennemis pourront mettre en Campagne ; & d'ailleurs rien ne manque aux nôtres pour l'ouvrir avantageusement.

Il ne sera pas difficile de faire connoître que la France ne sera pas en moins bon état de faire la guerre en Flandre qu'en Allemagne. Nos Troupes y seront tres-

nombreuſes, & il s'eſt preſenté depuis prés de deux mois plus d'hommes que l'on n'en a eu beſoin pour les Recruës. Ces Troupes ſont leſtes, de bonne volonté, & ne reſpirent que le combat, & ſi l'argent n'a pas circulé en France depuis un temps, ce n'a eſté que pour produire un bien conſiderable, & en attendant qu'on y battît de nouvelles eſpeces qui commencent d'eſtre d'un grand ſecours à l'Etat & à

produire de grands avantages. On n'avoit d'abord compté que ſur des ſommes qu'on avoit amaſſées pour fabriquer de nouvelles Eſpeces, & l'on ne s'attendoit pas que le Public porteroit des Eſpeces & de l'Argenterie en foule à nos Monnoyes pour eſtre converties en nouvelles Eſpeces. Et comme on travaille dans 23. Villes du Royaume où il y a des Monnoyes établies, elles répandront l'argent en

peu de temps dans tous les lieux où nous avons des Troupes, & cet argent ſera cauſe que l'on trouvera autant d'hommes que l'on voudra. Je n'avance rien qui ne ſoit generalement connu, & meſme dont les yeux du Public ne puiſſent eſtre témoins. Ainſi il eſt conſtant que nous aurons plus d'hommes & plus d'argent que les Alliez, & que loin que nous ſoyons en eſtat de les apprehender, ce ſont eux

qui doivent nous craindre.

L'argent eſt toûjours rare parmy les Allemans, auſſi bien que les Magazins dont ils n'ont preſque jamais, & vous venez de voir que les Anglois, & les Hollandois qui ont peu de forces par eux-meſmes, ſont peu en état de payer les Troupes qui leur viennent d'Allemagne; & comme il s'en trouva il y a quelque temps qui avoient deſſein de ſe rendre en Flandres, on les pria de ne pas

hâter leur marche, parce que l'on n'avoit encore ny argent à leur donner, ny vivres à leur fournir. Il est vray que la gelée a également ruiné les biens de la Terre en France & en Allemagne; mais l'Allemagne étant dans un climat plus froid, les biens de la Terre y ont esté beaucoup plus endommagez, & l'on n'y trouvera pas les ressources que l'orge, & ce qu'on appelle aussi Menus grains, *vont donner à la*

France dans quelques ſemaines, & ſur leſquels le Ciel a verſé ſes benedictions, auſſi bien que ſur le bled qui a pouſſé en quelques endroits avec ces Menus grains, *& qui ſe trouve ſi beau que l'on a chanté le* Te Deum *pour en rendre graces à Dieu en pluſieurs endroits, où cette eſpece de Miracle eſt arrivé.*

Je dois ajoûter à cela, qu'outre une grande quantité de bled caché en diver-

ſes Provinces, & que l'on continuë de découvrir tous les jours, & les priſes qu'on a faites de pluſieurs Baſtimens Ennemis remplis de bled, il nous en vient de tous les lieux de l'Europe où il s'en trouve en abondance. D'ailleurs, il eſt certain que les bleds ſont tres-beaux en Alſace & dans le Rouſſillon, & que ces Provinces eſtant frontieres, elles feront ſubſiſter les Armées que nous y avons. La recolte ſera auſſi

tres-belle dans la basse Normandie, en Bretagne, en Anjou, dans le bas Languedoc, en Auvergne, & en plusieurs autres lieux. On doit inferer de toutes ces choses que nous ferons beaucoup plus aisément subsister toutes nos Armées, que les Alliez, qui faute de subsistance se trouveront obligez d'avoir moins de Troupes en Flandre, où nos Magasins sont asseurément mieux fournis que les leurs.

Tout ce que je vous ay marqué à cet égard, ainſi qu'à l'égard de toutes les autres choſes que les Alliez publient au deſavantage de la France, & ſur leſquelles il y a lieu de croire qu'ils ne parlent pas de bonne foy; mais qu'ils veulent ſeulement tromper leurs Sujets pour les engager à fournir aux frais de la guerre qu'ils ont deſſein de continuer pour les raiſons que je vous ay déja marquées. Si, dis-je,

tout ce que je vous ay fait voir touchant l'état où ſe trouve la France dans le moment que je vous écris, & ſur tout à l'égard des Finances, ne ſuffiſoit pas pour fournir au Roy les moyens de continuer avantageuſement la guerre, Sa Majeſté n'auroit en cas qu'Elle le jugeât à propos, & qu'Elle ſe trouvât extrêmement preſſée, qu'à imiter ſes Ennemis pour trouver des fonds immenſes,

puiſque ce qu'Elle feroit en France, en ſe ſervant des meſmes moyens qu'ils font dans leurs Etats, luy fourniroit des ſommes infiniment plus conſiderables. Je veux dire, ſi au lieu, comme je vous ay déja fait voir que font les Anglois & les Hollandois, le Roy vouloit ſe reſoudre à lever, non pas la cinquiéme partie ou la moitié du revenu des perſonnes aiſees, & qui ne payent point de tail-

le ; mais ſeulement la dixie-me ou la vingtiéme partie, il eſt facile pour peu que l'on connoiſſe la France, de juger que S. M. en tireroit des fonds qui pourroient luy fournir dequoy ſoûtenir long-temps les efforts d'un nombre d'Ennemis encore plus grand que ceux qu'Elle a en teſte, ce qui n'arrivera pas, la France ayant d'autres reſſources que les Alliez n'ont pas.

Ils ſe flatent indiſcretie-

rnent ſur les heureux Evenemens de quelques Campagnes, qui outre qu'ils leur ont coûté infiniment d'hommes & d'argent, ſont moins dûs à leur valeur, qu'à de certaines fatalitez, & ils devroient faire reflexion que des Troupes qui les ont preſque toûjours battus, & remporté ſur eux un nombre infiny de Places, & meſme pluſieurs Provinces entieres, depuis l'année 1667. *pourroient encore,*

pour peu que la Fortune qui se plaît à changer, abandonnât leur party, reprendre l'ascendent qu'elles ont toûjours eu sur eux. Enfin l'on doit considerer que les Alliez tiennent en mesme temps un langage bien different, & qu'ils se démentent à tous momens dans toutes les choses qu'ils avancent contre la France, & qu'il faut qu'ils croyent que leurs Sujets soient bien dépourvus d'esprit & de

lumieres, s'ils ne font pas reflexion sur le different langage qu'ils tiennent souvent presqu'en mesme temps. La France, selon leurs Ecrits, & selon qu'ils s'efforcent de publier dans tout le monde, est un jour dans un si grand accablement, & manque tellement de toutes choses, qu'elle n'est plus en état de soûtenir les moindres de leurs efforts, & qu'elle est sur le penchant de sa ruine; & le lendemain on entend

des discours entierement opposez, & l'on ne parle que du pouvoir exhorbitant de la France qu'il faut abattre, comme si un Prince estoit criminel, parce qu'il est puissant, quoy qu'il ne joüisse que de ce qui luy appartient par les droits du Sang, ou qu'il a eu le bonheur de conquerir en cherchant à se rendre Maistre de ce qui luy devoit appartenir, ou du moins à son Sang. On doit considerer

que les Conqueſtes qui ſe font pour des raiſons pareilles, ne ſont point des uſurpations, & que les Vainqueurs n'en joüiſſent pas ſeulement à droit de Conqueſte; mais parce qu'elles leur tiennent lieu de ce qui leur appartient, & dont ils n'ont pû encore ſe rendre Maiſtres, & que d'ailleurs ayant entrepris une guerre que les Loix ont de tout temps autoriſée, il eſt juſte que les Places dont les Conqueſtes

queſtes leur ont couté beaucoup, tiennent lieu de dédommagement.

Aprés vous avoir parlé de l'eſpoir que quelques évenemens heureux fait concevoir aux Alliez qu'ils paſſeront à des conqueſtes nouvelles, comme ſi la fortune devoit eſtre toüjours attachée à leur party, je dois vous faire obſerver que la France étant aujourd'huy puiſſamment armée, & ne manquant de rien, non ſeulement pour ſe

défendre ; mais aussi pour attaquer, ce qui arriveroit aux Alliez, s'ils avoient seulement un ou deux mauvais succés, & ce que deviendroit leur credit, qui est presque le seul fond qui les fait subsister. Cependant, dans un état aussi incertain que celuy où ils doivent être, & n'ayant pas moins à craindre qu'à esperer, ils ont pour éblouïr toute l'Europe, & pour faire croire qu'ils sont dans une situation beau-

coup plus avantageuſe que celle où ils ſe trouvent, oſé demander, dans les Conferences qui ſe ſont tenuës pour travailler à la Paix, des Provinces & des Places qu'ils ne pourroient prendre pendant un fort grand nombre d'années, quand meſme Sa Majeſté voudroit ſe tenir ſeulement ſur la défenſive; mais la juſtice de la cauſe qu'elle défend contre des Puiſſances qui n'ont aucun droit ny prétention legi-

time ſur la France ny ſur l'Eſpagne, luy donne lieu d'eſperer la protection du Ciel, & que l'état où ſont nos Armées & nos Places, pourra leur faire connoître avant la fin de la Campagne, que la France a plus de reſſources qu'ils ne penſent, ou plûtoſt qu'ils affectent de ne pas croire, afin que leurs ſujets ne s'oppoſent pas à la ſuite d'une guerre qu'ils ne font que pour leurs intereſts particuliers, & pour les rai-

ſons que je vous ay déja marquées.

Enfin les demandes des Alliez ſont ſi exhorbitantes, ſi injuſtes, fondées ſur ſi peu de vrai-ſemblance, & meſme ſi oppoſées à ce que demandent les droits de la nature & du ſang qui peuvent paſſer pour des droits ſacrez, & auſquels les plus barbares ont ſouvent égard, que des perſonnes les plus attachées aux Alliez, & qui ſont entierement dans

leur party, ont écrit que l'avenir ne pourroit croire que ces demandes euſſent pû entrer dans l'eſprit de tout homme raiſonnable. *Auſſi ont-elles produit un effet merveilleux, & qui fait voir que Dieu protege viſiblement un Monarque qui a toûjours travaillé pour ſa gloire, & pour rétablir le Culte de ſes Autels, puiſque dans le temps que tous les François redoubloient leurs vœux pour la Paix,*

& la demandoient hautement, comme l'on fait ordinairement lorſque les calamitez publiques, & ſur tout la diſette, ſont jointes à tous les maux que cauſent la guerre ; mais ils ont eſté tellement irritez des demandes des Alliez, qu'au lieu de demander la Paix comme ils faiſoient peu auparavant, ils ont unanimement fait voir le Zele qu'ils avoient pour le Roy, & l'indignation que leur cauſoient les

propoſitions des Ennemis, & en demandant la continuation de la guerre d'une maniere qui fait connoître qu'ils parlent de bonne foy, & qui fait voir qu'ils ſont preſts de donner leurs biens, & de répandre leur ſang pour faire repentir les Alliez d'avoir eu la hardieſſe de faire des Propoſitions ſi inſultantes que l'on peut dire qu'au lieu d'avoir eſté faites pour ſervir d'achemineſment à la Paix, elles n'ont

esté delivrées qu'afin de perpetuer la guerre. Aussi ces Propositions ne dementent-elles pas le caractere de ceux qui les ont faites, & elles font connoître que la peinture que je viens de vous en faire est juste, & ressemble parfaitement. Les sujets des Puissances liguées ne doivent pas leur avoir obligation, puisque ces Souverains & leurs Generaux ont contribué, n'ayant égard qu'à leur interest particu-

lier, à la continuation d'une guerre, qui ſelon toutes les apparences, doit eſtre des plus ſanglantes ; mais il y a lieu d'eſperer que le Ciel favoriſera les Armes d'un Monarque qui a cherché de bonne foy à contribuer à la Paix, & qui quoy qu'il ne ſoit pas moins en état que ſes Ennemis de ſoûtenir la guerre, a bien voulu faire les premiers pas, dans la penſée que cette Paix rendroit le calme à toute l'Eu-

rope ; qu'elle rétabliroit le Culte des Autels tous les jours abbatus , & qu'elle arresteroit l'effusion du sang humain , & tous les maux que la guerre traîne aprés elle.

On doit aprés avoir remarqué la genereuse bonté de ce Monarque , admirer sa fermeté , & la grandeur de son Ame , en rejettant avec le mépris qui leur estoit dû , & sans consulter un moment des propositions qui

dans tous les ſiecles couvriront de honte la memoire de ceux qui ont eſté aſſez indiſcrets & aſſez aveuglez, pour ne pas dire davantage, pour les faire. Auſſi la maniere dont ce Monarque s'eſt comporté, tant pour faire la Paix à des conditions raiſonnables, que pour refuſer avec une hauteur digne de ſa grande ame & de ſa naiſſance, celles qui luy ont eſté propoſees, a-t-elle fait redoubler l'eſtime, le

zele, & l'amour de tous ſes Sujets, qui animez d'un meſme eſprit, n'oublieront rien pour ſe vanger de l'inſulte qu'on luy a voulu faire, ainſi qu'à tous les François, en luy faiſant des propoſitions qui n'auroient jamais dû ſortir de la bouche de ceux qui les ont faites.

Je n'entre point dans le détail de ces propoſitions, vous les apprendrez d'une perſonne plus habile que moy, plus éclairée, qui les

ſçait parfaitement, & qui enfin vous fera mieux connoître tout ce que l'on en peut penſer, & tout ce que l'on en doit dire.

Vous ne devez pas regarder cette Lettre comme un Ouvrage achevé; mais comme un travail d'une imagination échauffée, & d'un François, qui outré du procedé des Alliez, a mis en 24. *heures, ſur le papier, ce que ſon zele luy a inſpiré pour la gloire de ſon Roy,*

& pour celle de ſa Patrie. Je ſuis, Monſieur, voſtre, &c.

L'Auteur de cette Lettre ayant deſſein d'en donner une ſeconde, lorſqu'il auroit appris à fond la ſuite de la matiere qu'il avoit commencé de traiter, & qu'il auroit eu des preuves convaincantes & inconteſtables de tout ce qu'il avoit avancé, reſolut avant que d'y travailler, de faire

répandre quelques Copies de ſa Lettre dans le Monde, afin de ſçavoir auparavant de quelle maniere elle y ſeroit reçûë. Et lorſqu'il eut appris l'empreſſement qu'on avoit d'en avoir des Copies, & que l'on en avoit meſme fait quelque lecture dans des Compagnies fort capables d'en juger, il travailla avec tous les ſoins imaginables à la recherche des Materiaux dont il avoit beſoin

pour remplir cette ſeconde Lettre, & aprés avoir amaſſé un grand nombre de preuves tirées des Lettres des Alliez meſmes, & de leurs Sujets, qui font connoître encore plus clairement qu'il n'a fait, qu'il n'avoit rien avancé qui ne fût tres-veritable, & qu'il n'eût meſme connu avec plus de certitude qu'il n'avoit fait auparavant, que tout ce qu'il avoit dit eſtoit non ſeulement veritable,

mais qu'il eſtoit tellement confirmé chez les Alliez meſmes, qu'il n'eſtoit plus permis d'en douter, il commença à travailler à la Lettre qui ſuit.

*SECONDE LETTRE de Mr ****** touchant les Preliminaires de Paix propoſez par les Alliez.*

A Paris ce 30. Juin 1709.

Je vous parlay, Mon-

sieur, dans ma derniere Lettre, de la maniere dont tout Paris avoit esté irrité, sans exception de qualité, de sexe & d'âge, en apprenant les Preliminaires de Paix proposez par les Alliez, & que nonobstant la calamité publique qui estoit alors plus grande qu'elle n'est aujourd'huy, chacun avoit témoigné publiquement qu'il estoit prest de contribuer par tous les moyens imaginables, à faire repen-

tir les Alliez d'avoir osé faire des Propositions aussi injustes & aussi insoûtenables que celles dont Mr le Marquis de Torcy qui n'avoit rien signé, ne s'estoit chargé que pour faire rapport au Roy de ce qui s'estoit passé dans les Conferences où il s'estoit trouvé, aprés avoir dit aux Plenipotentiaires des Alliez qu'il ne croyoit pas que S. M. les acceptât. Ainsi les Alliez ont tort de publier aujour-

d'huy qu'on les a amuſez, afin de gagner du temps pour ſe preparer à l'ouverture de la Campagne ; mais ſi on relevoit tout ce que l'on dit chez eux pour cacher à leurs Peuples la veritable ſituation de leurs Affaires, & meſme pour perſuader aux Sujets des deux Couronnes, qu'elles ſont en beaucoup meilleur état qu'elles ne ſont en effet, on trouveroit tant d'abſurditez, tant de choſes qui n'ont pas la moindre

vraiſemblance, & meſme tant de pauvretez, que tous leurs faux raiſonnemens feroient pitié.

Ce que j'avois marqué dans ma Lettre, touchant l'indignation que le Peuple avoit fait voir en apprenant les Propoſitions de Paix faites par les Alliez, & le deſir que tout le peuple avoit que l'on s'en vengeât en continuant une guerre que la juſtice des Armes des deux Couronnes pourroit

rendre heureuſe, fut bien-tôt confirmé, puis qu'à peine eût-on commencé à publier la Lettre du Roy à Mr l'Archevêque de Paris, qui parloit de ces Préliminaires, que tout le public l'acheta avec un empreſſement extraordinaire; mais la Lettre de Sa Majeſté à Mr le Duc de Treſmes Gouverneur de Paris, écrite ſur le meſme ſujet, & qui peut paſſer pour un Manifeſte, puiſque le Roy y fait voir les raiſons

qui l'avoient engagé à rejetter les Propositions de Paix qui luy avoient esté faites, ayant paru ensuite, l'empressement que le Peuple avoit témoigné d'en avoir avoit esté si grand, que ceux qui la publioient avoient vendu en deux heures ce qu'ils n'avoient pas cru pouvoir vendre en deux jours ; de sorte que le public en manquant, & se plaignant de ce qu'on ne luy en fournissoit pas pour satisfaire

faire ſa curioſité, on fut obligé d'employer toute la nuit pour en faire une ſeconde Edition beaucoup plus ample que la premiere, & ceux qui ont accoûtumé de debiter ces ſortes de choſes, conſiderant l'empreſſement avec lequel le Peuple demandoit cette Lettre, paſſerent la nuit à la Porte de l'Imprimerie où l'on travailloit à la nouvelle impreſſion que le Public attendoit avec la plus

vive impatience; & lorſque chacun en eut eſté pourvû, & que cette Lettre eut eſté lûë & relûë; le deſir de voir recommencer la guerre ſe raluma, & tous les Eſprits en eſtant échauffez, chacun ſe propoſa de ſecourir le Roy ſelon ſes facultez, & même de répandre ſon ſang s'il eſtoit neceſſaire. Ces faits ayant eſté publics ſont inconteſtables, & doivent d'autant plus obliger les Alliez de ſe repentir de leur

temerité, que ceux qui ont cherché à leur déguiſer l'affection que tous les François ont pour S. M. ſe ſont trompez, ou plûtôt ont crû ſe faire un merite auprés d'eux, & obtenir des récompenſes en leur faiſant un faux raport.

Pendant que les Conferences ſe tenoient à la Haye, & que le Prince Eugene faiſoit répandre parmy le peuple qu'il travailloit de bonne foy au grand ouvrage

de la Paix, il eſt conſtant qu'il mettoit tout en uſage pour en empêcher la concluſion ; & qu'il dit à quelques Membres des Etats, & qu'il croyoit eſtre comme luy du Party de la guerre, à cauſe des avantages particuliers qu'ils en retiroient, que ſi les Etats vouloient conſentir qu'il tentât d'entrer en France, à la teſte de 35000. hommes, il étoit perſuadé que ſon deſſein venant à reüſſir comme il

esperoit, c'étoit un veritable moyen d'avancer la Paix, & d'obliger le Roy de France de signer toutes les conditions qu'on voudroit luy imposer. *J'ay vû des Lettres, dont je ne puis douter de la verité du contenu, qui viennent d'un si bon lieu, & qui en parlent si positivement, que je n'ay pas sujet d'en douter; & d'ailleurs, personne n'ignore que plusieurs Lettres venuës de la Haye & d'autres Villes*

BIBLIOTHEQUE ROYALE I

de Hollande, ont parlé de cette proposition comme d'un piege tendu par le Prince Eugene pour faire avorter les Conferences de la Paix.

Voicy un fait qui surprendra, & dans lequel il se trouve plus de verité que de vray-semblance, & sur lequel on peut compter comme sur une chose tres-veritable.

Quoy que Mr le Comte de Zinzindorf dût être dans les interests de l'Empereur, & qu'il y fût veritablement,

estant tres-honneste homme, & Plenipotentiaire de S. M. I. il ne pût s'empêcher de dire dans une Conference particuliere, que les Plenipotentiaires des Alliez eurent chez Mr le Pensionnaire Heinsius, voyant que l'on outroit l'Article par lequel on demandoit au Roy qu'il s'engageât à faire revenir d'Espagne Philippe V. son Petit-Fils, qu'il reconnût dés-à-present l'Archiduc Roy d'Espagne, que

ce Monarque n'accorderoit jamais de pareilles demandes ; qu'il connoiſſoit le caractere de S. M. T. C. qu'il avoit ſouvent eu l'honneur d'entretenir pendant qu'il eſtoit Envoyé Extraordinaire en France , où ſon Employ l'ayant engagé de traiter ſouvent avec Mr de Torcy , luy avoit donné lieu de connoître à fond ce Miniſtre, & d'eſtre perſuadé que non ſeulement il ne ſigneroit jamais cet Arti-

cle; mais auſſi qu'il ne ſeroit jamais d'avis que le Conſeil du Roy le paſſât. *Comme il parloit en honneſte homme, & que ceux qui apprehendoient la Paix, craignirent que ſuivant cet Avis on ne trouvât des adouciſſemens qui puſſent faire recevoir cet Article, ils ne firent aucune attention à tout ce que dit ce Comte, & demeurerent fermes dans l'opinion où ils étoient que l'on ne devoit*

rien changer à cet Article.

Les Alliez, & particulierement les Hollandois, ayant ſçû que le Roy & ſon Conſeil, avoient rejetté les Préliminaires apportez par Mr de Torcy, & que ce Miniſtre n'avoit point ſignez, en ont eſté ſi honteux, qu'apprehendant que des propoſitions ſi peu raiſonnables, pour ne pas dire davantage, ne fuſſent vûës par toute l'Europe, & par conſequent deſapprouvées comme des

propoſitions outrées & faites par des gens qui vouloient éloigner la Paix au lieu de l'avancer, ont donné des ordres tres-ſeveres pour en faire ſupprimer tous les exemplaires imprimez chez le nommé Scheltus. *Mais ces ordres ſont venus ſi tard, qu'il y en avoit déja pluſieurs exemplaires répandus dans le Monde, qui ne font pas d'honneur à ceux qui par leurs ſignatures ont approuvé les Articles qu'ils*

contiennent. Enfin il n'y a perſonne Amy ou Ennemy, qui ne doive demeurer d'accord que les Alliez ont eu tort de faire de pareilles propoſitions, & que le Roy a eu raiſon de les rejetter, puis que quelques avantages que puiſſent avoir les Alliez, il eſt abſolument impoſſible qu'ils puiſſent aller auſſi loin qu'ils ont porté leurs propoſitions, & qu'ils puiſſent meſme, jamais avoir de force, ce que le Roy a bien

voulu leur offrir en contemplation de la Paix, & qu'ainsi quels que puissent estre les evenemens de la guerre, les Ennemis ne pourront jamais se rendre Maîtres de tout ce qu'il vouloit bien leur ceder pour pacifier l'Europe, ainsi que ce Monarque a déja fait par la Paix de Nimegue, & par celle de Riswick.

Dans le temps du Traité de Nimegue, il estoit maître absolu de ne pas rendre

ſeulement la moindre des Places qu'il voulut bien remettre aux Alliez en faveur de la Paix. C'eſt un fait conſtant, & l'on n'en pourra meſme douter pour peu que l'on faſſe reflexion que les Hollandois s'eſtant les premiers détachez, & ayant ſigné leur Paix particuliere avec ce Monarque, il eſtoit maiſtre de ne rien accorder au reſte des Alliez, qui n'avoient pas encore mis bas les armes,

ce qui rend cete Paix d'autant plus glorieuſe à ce Monarque, qu'il eſtoit en état de ne rendre aucunes des Conqueſtes qu'il avoit faites. Tous les ſiecles enſemble n'ont jamais fourny d'exemples d'une pareille moderation, qui a fait l'étonnement de toute la terre, & qui le fait encore aujourd'huy dans tous les Etats où la partialité ne regne pas.

A l'égard de la Paix de

Riſwick, quoy qu'elle parût en quelque façon plus neceſſaire à la France que celle de Nimegue, dont elle n'avoit aucun beſoin, & que le Roy ne donna que pour pacifier l'Europe, & pour épargner l'effuſion du ſang qu'elle répandoit tous les jours. A l'égard de la Paix de Riſwick, dis-je, quoy qu'il paruſt qu'elle ne duſt pas eſtre ſi indifferente à la France que l'eſtoit celle de Nimegue, lorſque le Roy

voulut bien la donner, Sa Majesté ne laissa pas d'en user d'une maniere plus genereuse qu'elle n'auroit pû faire si elle avoit voulu, & de donner aux Alliez beaucoup de choses qu'il estoit en son pouvoir de garder; c'est un fait dont tous les Alliez sont demeurez d'accord, & que tous les François ont regardé comme un pur effet de la bonté de Sa Majesté. Cependant les Alliez, aprés en avoir eu des mar-

ques, dont le ſouvenir leur doit eſtre encore reſcent, parlent toûjours de ce Monarque comme d'un Prince qui veut tout envahir, & dont le but eſt de ſe rendre maître de l'Europe, & diſent pour s'excuſer des Propoſitions exhorbitantes qu'ils ont faites ſous le nom de Preliminaires de Paix, qu'ils ont eſté obligez d'en uſer de la ſorte; parce qu'il n'y avoit que ce moyen d'empêcher les vaſtes projets de

la France, qui n'y peut renoncer en quelque ſituation qu'elle ſe trouve. Cependant la Paix de Nimegue, & la Paix de Riſwick ont bien prouvé le contraire, & l'Europe n'auroit point eſté troublée entre ces deux Traitez, ſans le paſſage du Prince d'Orange en Angleterre pour détrôner Sa Majeſté Britanique, parce qu'elle eſtoit dans les intereſts du Roy, & qui avoit en meſme temps fait une Ligue formi-

dable pour faire envahir la France par tous les Proteſtans de l'Europe. Perſonne n'ignore, & pluſieurs Ecrits publics en font foy, que lorſque ce Prince ambitieux paſſa en Angleterre ſous pretexte d'y rétablir la Religion Proteſtante, & de venir enſuite en France avec tous les Proteſtans qui s'en eſtoient retirez, aprés la revocation de l'Edit de Nantes, le Roy, bien loin de penſer à ſubjuguer l'Eu-

rope, comme on luy a toûjours imputé dans les temps meſme qu'il n'avoit point de Troupes ſur pied, en avoit encore bien moins en ce temps là, & que le peu qu'il en avoit eſtoit occupé aux travaux du Canal de Maintenon, où il en avoit beaucoup pery, & que ſes Finances ayant eſté épuiſées par les dernieres guerres, il n'avoit pas fait un ſol de fond pour en entreprendre de nouvelle, dequoy on fut

bien-tôt convaincu par les moyens dont il se servit pour en avoir, qui luy furent beaucoup plus à charge qu'à ses Sujets. Cependant si l'on écoute les Alliez, le but de ce Monarque a toujours esté d'entretenir la guerre, & dans quelque situation fâcheuse où il se soit trouvé, le Parlement d'Angleterre n'a pas cessé de passer des Actes pour parvenir à arrester la Puissance exhorbitante de la France, & ce

qu'il y a de ſurprenant eſt que l'Angleterre & la Hollande, aprés avoir reconnu Philippes V. & avoir eu long-temps des Ambaſſadeurs à Madrid, font aujourd'huy un crime au Roy de ſoutenir ſon petit Fils. Ils diſent que ces deux Rois joints enſemble ſont trop puiſſans; je le veux croire: mais leur politique du moins en les faiſant agir, ne devroit pas en vouloir au Roy, mais à ſa Puiſſance;

& lorſque cette politique l'attaque ils devroient épargner ſa Perſonne, puiſque ce n'eſt pas un crime que de joüir d'un bien qu'on tient du Ciel & de la nature, & de défendre ſon Sang. Mais tout ce que les Alliez alleguent contre le Roy, n'eſt qu'un cahos de raiſonnemens qui ſe contrediſent pour avoir lieu de continuer une guerre qu'ils ne font que pour leurs intereſts particuliers, ainſi que je l'ay déja marqué.

Enfin

Enfin, il ſuffit de lire la Lettre écrite par le Roy à Mr le Duc de Treſmes Gouverneur de Paris, pour faire connoiſtre que S. M. n'a pû prendre d'autre party que celuy qu'Elle a pris, puis qu'Elle n'eſtoit pas aſſurée qu'en accordant tout ce qu'on demandoit, la guerre n'eut pas toûjours continué, & qu'on ne pouvoit douter que les ſuites luy en auroient eſté fort deſavantageuſes, puiſque les Places dont les

Ennemis demandoient à estre mis en possession, auroient contribué à leur faire faire de nouvelles Conquestes, tous les passages leur estant ouverts par le moyen de ces Places cedées ; mais aussi que celles dont les Alliez demandoient qu'on razât les fortifications, auroient ouvert le Royaume de toutes parts, ensorte qu'ils auroient pû y entrer de tous costez sans trouver aucuns obstacles.

Quoy que la Lettre dont je viens de vous parler, ait esté recherchée avec tant d'empressement qu'elle se trouve dans toutes les familles, je crois neanmoins la devoir ajoûter icy, afin que vous puissiez voir d'une mesme veuë, s'il m'est permis de parler ainsi, tout ce qui peut contribuer à faire connoistre la sagesse du party que le Roy a pris.

MON COUSIN, L'es-

perance d'une Paix prochaine, eſtoit ſi generalement répanduë dans mon Royaume, que je crois devoir à la fidelité que mes Peuples m'ont témoignée pendant le cours de mon regne, la conſolation de les informer des raiſons qui empêchent encore qu'ils ne joüiſſent du repos que j'avois deſſein de leur procurer. J'avois accepté, pour le reſtablir, des conditions bien oppoſées à la ſûreté de mes Pro-

vinces frontieres, mais plus j'ai témoigné de facilité & d'envie de diſſiper les ombrages que mes ennemis affectent de conſerver de ma puiſſance & de mes deſſeins, plus ils ont multiplié leurs prétentions : en ſorte qu'ajoûtant par degrez de nouvelles demandes aux premieres, & ſe ſervant ou du nom du Duc de Savoye, ou du pretexte de l'intereſt des Princes de l'Empire, ils m'ont également fait voir

que leur intention eſtoit ſeulement d'accroître aux dépens de ma Couronne les Eſtats voiſins de la France, & de s'ouvrir des voyes faciles pour penetrer dans l'interieur de mon Royaume, toutes les fois qu'il conviendroit à leurs intereſts de commencer une nouvelle guerre. Celle que je ſoûtiens & que je voulois finir, ne ſeroit pas meſme ceſſée, quand j'aurois conſenti aux propoſitions qu'ils

m'ont faites, car ils fixoient à deux mois le temps où je devois de ma part executer le Traité ; & pendant cet intervalle ils prétendoient m'obliger à leur délivrer les Places qu'ils me demandoient dans les Pays Bas & dans l'Alsace, & à raser celles dont ils exigeoient la démolition. Ils refusoient de prendre de leur costé d'autre engagement, que celuy de suspendre tous actes d'hostilité jusqu'au

premier du mois d'Aouſt, ſe reſervant la liberté d'agir alors par la voye des armes, ſi le Roy d'Eſpagne mon petit-Fils perſiſtoit dans la reſolution de défendre la Couronne que Dieu luy a donnée ; & de perir plûtoſt que d'abandonner des peuples fidelles, qui depuis neuf ans le reconnoiſſent pour leur Roy legitime. Une telle ſuſpenſion plus dangereuſe que la guerre meſme, éloignoit

la paix plûtoſt que d'en avancer la concluſion : car il eſtoit non ſeulement neceſſaire de continuer les meſmes dépenſes pour l'entretien de mes armées, mais le terme de la ceſſation d'armes expirant, mes ennemis m'auroient attaqué avec les nouveaux avantages qu'ils auroient tiré des Places où je les aurois moy-même introduits, en même temps que j'aurois démoli celles qui ſervent de rem-

part à quelques-unes de mes Provinces frontieres.

Je passe sous silence les insinuations qu'ils m'ont faites de joindre mes forces à celles de la Ligue, & de contraindre le Roy mon petit Fils à descendre du Thrône, s'il ne consentoit pas volontairement à vivre desormais sans Etats, & à se reduire à la condition d'un simple Particulier. Il est contre l'humanité de croire qu'ils ayent seule-

ment la penſée de m'engager à former avec eux une pareille alliance. Mais quoique ma tendreſſe pour mes Peuples ne ſoit pas moins vive que celle que j'ay pour mes propres Enfans ; quoique je partage tous les maux que la guerre fait ſouffrir à des Sujets auſſi fideles, & que j'aye fait voir à toute l'Europe que je deſirois ſincerement de les faire jouïr de la paix : je ſuis perſuadé qu'ils s'oppo-

ſeroient eux-meſmes à la recevoir à des conditions également contraires à la juſtice & à l'honneur du nom François. Mon intention eſt donc que tous ceux qui depuis tant d'années me donnent des marques de leur zele, en contribuant de leurs peines, de leurs biens, & de leur ſang à ſoûtenir une guerre auſſi peſante, connoiſſant que le ſeul prix que mes ennemis pretendoient mettre aux

offres que j'ay bien voulu leur faire, eſtoit celuy d'une ſuſpenſion d'armes, dont le temps borné à l'eſpace de deux mois, leur procuroit des avantages infiniment plus conſiderables qu'ils ne peuvent eſperer de la confiance qu'ils ont en leurs propres troupes. Comme je mets la mienne en la protection de Dieu, & que j'eſpere que la pureté de mes intentions attirera les benedictions divines ſur

mes armes, j'écris aux Archevêques & aux Evêques de mon Royaume d'exciter encore la ferveur des prieres dans leurs Dioceſes; & je veux en meſme temps que mes Peuples dans l'étenduë de voſtre Gouvernement, ſçachent de vous, qu'ils joüiroient de la Paix s'il euſt dépendu ſeulement de ma volonté de leur procurer un bien qu'ils deſirent avec raiſon, mais qu'il faut acquerir par de

nouveaux efforts, puiſque les conditions immenſes que j'avois accordées, ſont inutiles pour le rétabliſſement de la tranquillité publique. Je laiſſe donc à vôtre prudence de faire ſçavoir mes intentions de la maniere que vous le jugerez le plus à propos. Sur ce je prie Dieu qu'il vous ait, mon Couſin, en ſa ſainte & digne garde. Ecrit à Verſailles le 12. Juin 1709. *Signé*, LOUIS. *Et plus bas*, PHELYPEAUX.

Quoy que je n'aye rien avancé dans mes deux Lettres, dont je n'aye une certitude entiere, j'ay neanmoins recherché avec grand soin toutes les Lettres qui ont esté écrites de divers endroits, & particulierement d'Hollande & d'Angleterre, & qui peuvent servir de preuves à la plus grande partie des choses que j'ay avancées, & pour ne vous point fatiguer par la lecture entiere de ces Lettres, j'ay

fait des Extraits de ce qui convient seulement à mon sujet, & je ne doute point que vous ne preniez plaisir à les lire. Je ne vous marque point le lieu dont la premiere est écrite, parce qu'il en feroit deviner l'Auteur qui peut avoir dessein de se cacher.

On a imprimé en Hollande les 40. Articles dans lesquels les Alliez avoient renfermé leurs demandes Préliminaires ; on sçait que

la plûpart de ces Articles n'ont eſté remis à Mr de Torcy que dans le deſſein que la Cour de France ne les ratifiroit pas, & qu'ainſi le Prince Eugene & Milord Marlborough conſerveroient leur autorité dans le commandement des Armées.

AUTRE EXTRAIT de la meſme Lettre.

Je ſuis perſuadé que ſi par ordre de la Cour ou autre-

ment, on imprime quelque réponſe ou Manifeſte pour pour refuter les ridicules & impertinentes Propoſitions des Ennemis, vous aurez la bonté de m'en procurer une copie, car les Peuples, tant de France que les Etrangers ſont trop intereſſez dans cette Affaire pour que l'on ne doive pas les informer des bons ſentimens du Roy pour la Paix, & des obſtacles que les Alliez y apportent.

Je vous laisse faire vos reflexions sur ces Extraits, & je passe à un autre qui n'en merite pas moins.

De la Haye ce 13^e Juin.

Les Etats d'Hollande ne se sont rassemblez qu'hier pour entendre le rapport de ce qui s'est fait depuis qu'on a esté informé tant par la Lettre de M^r le Marquis de Torcy au Prince Eugene, que par la declaration que

Mr le Preſident Roüillé fit il y a huit jours, que le Roy, de l'avis de ſon Conſeil, n'avoit pas jugé à propos d'accepter les Conditions Préliminaires propoſées par les Alliez, & pour prendre enſuite des reſolutions convenables ſur ce refus.

Il ſe trouve icy pluſieurs perſonnes, qui quoy que bien intentionnées, s'abandonnent à des préjugez dangereux & meſme contraires aux veritables inte-

reſts de cette Republique; en un mot, qui ſe laiſſent trop aveuglement entraîner aux fauſſes opinions que les Anglois & tous les Emiſſaires qu'ils ont en ce Pays, ſe ſont par toutes ſortes de voyes efforcez de leur inſinuer. C'eſt pourquoy l'on n'a pas fait d'abord toute l'attention qu'on devoit faire au party des Pacifiques, & qu'on a meſme pris un tres-grand ſoin de les empêcher de

faire paroître leur inclination pour la Paix, & de les porter à dissimuler le pressant besoin qu'on en avoit.

Il est constant que le nombre des Pacifiques est fort grand en Hollande ; mais comme il est de l'interest de ceux qui ont le maniement des Affaires de continuer la guerre, la plûpart de ceux qui sont de ce party, n'osent se découvrir, & sur tout dans un lieu où les Etats sont souvent assemblez. Je passe à un

autre Extrait qui merite beaucoup d'attention.

De la Haye le 17. Juin

J'ay vû trois differentes Lettres particulieres de Londres du 7. qui portent que plusieurs personnes, dont la plûpart sont attachées au Gouvernement, doutoient fort que la Cour de France approuvât les Articles préliminaires, disant qu'on avoit fait des demandes

demandes trop étenduës à cette Couronne, & que si par malheur elle avoit cet Esté quelque avantage sur les Alliez, ou les empêchoit seulement d'executer en Flandre les projets dont nos Generaux se flatent, on verroit bien-tôt des changemens considerables dans les affaires du Gouvernement. Les mesmes raisonnemens se font dans toutes les Villes d'Hollande depuis cinq ou six jours,

& plusieurs Gens de la Regence ne dissimulant point leurs sentimens à cet égard, disent publiquement qu'il est à present fort aisé de juger que ceux qui sont à la teste des affaires, ont voulu la continuation de la guerre, sans reflechir assez serieusement qu'on n'est plus en état de la pousser, ny mesme de la soûtenir comme on a fait.

Ce que vous venez de

lire confirme ce que je viens de vous dire. L'Extrait qui ſuit vous paroîtra fort curieux.

De Londres le 14. *Juin.*

On a eſté ſi fort prevenu que la France eſtoit reduite à la neceſſité abſoluë de conclure la Paix à quelque prix que ce fût, qu'il n'eſt pas poſſible d'exprimer avec combien de ſurpriſe, de chagrin & de dépit, on

a appris le contraire, & remarqué la dexterité avec laquelle elle a profité de nos fauſſes preventions pour ſe mettre en état de ſoûtenir la guerre avec plus de vigueur qu'on ne l'avoit crû. Sur cette nouvelle ſi peu attenduë, les Actions des fonds publics ont ſouffert beaucoup de diminution, & celles des nouvelles ſouſcriptions de la Banque qui avoient eſté juſqu'à 67. ſont preſente-

ment à 57. que l'on donne à ceux qui ont ſouſcrit & payé 40. pour 100. On ne doute pas qu'elles ne baiſſent encore davantage ce ſoir ou demain ; car ce n'eſt qu'aujourd'huy que le Public a eſté informé par les Lettres d'Hollande de l'entiere rupture des negociations de Paix, confirmée par le départ du Preſident Roüillé, & du Duc de Marlborough ; le premier pour la Cour de France,

& celuy-cy pour l'Armée de Flandre.

C'eſt mal à propos que l'Auteur de cette Lettre dit que l'on a remarqué la dexterité avec laquelle la France a profité des fauſſes preventions des Alliez pour ſe mettre en état de ſoûtenir la guerre avec plus de vigueur qu'on ne l'avoit crû.

Le retardement de l'ouverture de la Campagne eſtoit moins avantageux aux François qu'aux Al-

liez, puiſque toutes leurs Troupes eſtoient plus apportée d'agir que celles des Alliez, auſquelles il a fallu beaucoup plus de temps pour ſe raſſembler, & d'ailleurs il eſtoit également difficile aux Troupes des deux Partis de ſubſiſter en Campagne. Ainſi le raiſonnement de l'Anglois qui a écrit cette Lettre, ne ſe trouve pas juſte; mais c'eſt un uſage étably parmy les Alliez, d'imputer mille choſes à la

France, dont la plûpart n'ont pas seulement la moindre vray-semblance, & soixante Gazettes ou feüilles volantes imprimées chaque mois, tant en Angleterre qu'en Hollande, & en Flandre en sont remplies, & par ce moyen les Sujets des Alliez sont assommez chaque jour, s'il m'est permis de parler ainsi, de mille & mille faussetez, qui font pitié aux gens de bon sens, & qui à force d'estre repe-

tées dans tant d'Ecrits, quoique plusieurs se contredisent souvent, ne laissent pas de trouver quelques credules parmy une populace ignorante, qui n'a ordinairement pas l'esprit de démêler le faux d'avec le vray, & qui croit tout ce qu'on dit lorsqu'il est imprimé, & c'est delà qu'est venu le Proverbe qui dit, lorsque l'on parle de quelque chose de douteux qui se trouve imprimé : Il le faut croire

puiſqu'il eſt moulé.

Il y a une choſe touchant cette multitude d'Ecrits, qui merite de l'attention, & à laquelle on n'a peut-eſtre jamais fait de reflexion, & qui eſt neanmoins tres-veritable. C'eſt de voir qu'une Republique auſſi ſage que celle d'Hollande; car on doit avoüer qu'elle l'a toûjours eſté, & qu'elle l'a ſeroit encore, ſi trop de crainte & de delicaſſe, touchant ſes intereſts, ne luy

avoit souvent fait faire des faux pas, qui l'ont reduite dans la mauvaise situation où elle se trouve aujourd'huy. Il y a une chose, dis-je, touchant la multitude d'Ecrits dont je viens de parler, qui doit surprendre toutes les personnes de bon sens. C'est qu'une sage Republique prodigue des Privileges à tous ceux qui veulent écrire des nouvelles, ou plustost qu'elle n'en refuse point, alleguant qu'elle n'est

pas garante de toutes les ſottiſes & de toutes les fauſſetez dont ces Ecrits, qui montent par an à des milliers, ſont remplis. Ils déchirent la reputation de la plus grande partie de ceux dont ils parlent, & manquent non ſeulement au reſpect qui eſt dû aux Perſonnes ſacrées, mais en diſant auſſi des choſes qui ne devroient pas ſeulement entrer dans la penſée d'un Chrétien.

Enfin c'eſt une choſe qui ne ſçauroit entrer dans l'eſprit humain, & il eſt impoſſible de croire, quoy que ce ſoit pourtant une verité conſtante, qu'on n'eſt pas reſponſable des Privileges que l'on donne pour remplir de calomnies viſibles & criantes, les Ecrits pour leſquels ils ſont donnez.

Ce que vous allez lire continuë à fortifier les preuves de pluſieurs faits qui ſe trouvent dans ma prece-

dente Lettre, & dans celle-cy.

De la Haye le 20. *Juin.*

Il n'y a guere moins de paſſionnez en ce Païs, qui comme les Anglois s'imaginent que le Prince Eugene va penetrer juſques dans le cœur de la France, & qui debitent que ſi vos Troupes ſont animées, & vos Peuples indignez de l'excés de nos demandes,

les Alliez ne le ſont pas moins du refus que voſtre Cour a fait de les accepter; mais c'eſt une opinion qui n'eſt pas generale. Bien loin de cela, on ne la trouve que dans nos Gazettes & dans la bouche des Refugiez Les Gens raiſonnables penſent & en parlent autrement en Angleterre auſſi bien qu'icy, parce qu'ils n'ignorent pas que ces deux Nations avoient un beſoin de faire la Paix

égal au voſtre pour le moins, & que nous n'étions pas en meilleur état que vous de continuer la guerre.

Si les deux Nations avoient également beſoin de faire la Paix, ſelon les lignes ſuivantes: Les Gens raiſonnables penſent & en parlent autrement en Angleterre auſſi bien qu'icy, parce qu'ils n'ignorent pas que ces deux Nations avoient un beſoin de faire

la Paix égal au voſtre pour le moins, & que nous n'étions pas en meilleur état que vous de continuer la guerre. *Si, dis-je, ſuivant l'aveu des Anglois & des Hollandois raiſonnables, les deux Nations eſtoient dans un auſſi mauvais état que la France, & ſi elles avoient également beſoin de la Paix, ceux qui les gouvernent, & leurs Generaux ne doivent point tant ſe gendarmer de ce que la*

France a rejetté des Preliminaires qui pouvoient paſſer pour des Loix, telles que l'on en peut impoſer à des Eſclaves; mais dans tout ce que l'on a écrit pour juſtifier le refus que l'on a fait des Preliminaires, on a oublié à vous parler d'une choſe dont je vais vous entretenir, & qui merite neanmoins une grande attention, puiſqu'elle pouvoit ſeule ſervir beaucoup à les faire rejetter. On a fort bien prouvé, qu'en

traitant de la Paix, après avoir accepté les Préliminaires, les Alliez feroient, en vertu de ces Préliminaires, tant de demandes & tant de chicanes, que la Paix ne se concluroit pas, & que cependant ils demeureroient maîtres pour toûjours des Places cedées par les Préliminaires, & celles que nous aurions fait raser, demeureroient rasées : mais supposé que la France eût accordé aux Alliez toutes

les nouvelles propoſitions qu'ils auroient faites dans l'Aſſemblée generale des Plenipotentiaires qui devoient s'y rendre en foule de toutes parts, la plupart de ces Plenipotentiaires devoient faire des demandes de la part de leurs Maiſtres, & quoyque la France n'eût rien à démêler avec eux, les Plenipotentiaires de l'Empereur, d'Angleterre & d'Hollande auroient appuyé leurs pretentions, & le re-

fus de la France leur auroit donné lieu d'empêcher la conclusion de la Paix, dont ils n'auroient plus eu de besoin aprés avoir esté mis en possession des Places que nous leur aurions cedées, & que la plûpart de nos meilleures Places auroient esté démolies.

Ce que je dis de la demande que devoient faire plusieurs Plenipotentiaires est tres-veritable, & Mr de Torcy avoit deja dit à quel-

ques-uns de ceux qui s'étoient rendus à la Haye, qu'il n'estoit pas necessaire qu'ils y vinssent, puisque le Roy n'avoit rien à demêler avec leurs Maîtres. Je m'expliquerois davantage là-dessus, s'il estoit necessaire de prouver ce que j'avance; mais ce fait paroist trop visible, puis qu'on sçait les Plenipotentiaires qui s'étoient trouvez à la Haye, & qui n'y avoient que faire, personne n'ignore que plusieurs

autres se preparoient à y venir. Ainsi la France a eu plusieurs raisons de rejetter comme elle a fait les Preliminaires proposez par des Puissances qui craignoient autant la Paix que leurs sujets la souhaitoient, & si elle avoit voulu amuser les Alliez comme ils publient tous les jours dans leurs écrits, pour avoir le temps de se preparer à soûtenir leurs efforts, elle n'avoit qu'à laisser commencer l'As-

ſemblée où tant de nouveaux Plenipotentiaires ſe devoient trouver, & elle auroit duré autant de temps qu'elle auroit ſouhaité.

La Lettre qui ſuit faiſant connoiſtre que les Alliez demeurent d'accord de la beauté & de la bonté de nôtre Armée; & qu'il y avoit du riſque à l'attaquer, fait voir qu'ils n'eſtoient pas dans une ſituation aſſez avantageuſe, & que leurs forces n'étoient pas aſſez ſuperieures

ſuperieures pour impoſer des Loix pareilles à celles qu'ils impoſoient par leurs Preliminaires, & qu'ainſi le Roy a eu juſte raiſon de les rejetter.

De la Haye le 27^e Juin 1709.

J'ay vû pluſieurs Lettres de nôtre Armée & de Lille, qui diſent également qu'on y manquoit de beaucoup de proviſions, & ſur tout de fourage, de ſorte qu'el-

le ne pouvoit pas reſter long-temps dans la plaine de Lille; que le Pain y étoit tres-cher, & qu'on y attendoit avec beaucoup d'impatience l'arrivée des Convois partis de Gand. Quelques-unes ajoûtent, que quelque diligence qu'on pût faire l'Armée ne ſeroit pas en état d'entrer en action avant la fin de ce mois; & quoy qu'on y parlât ſans ceſſe d'aller droit aux Ennemis, & de leur

livrer bataille, on commençoit neanmoins à en douter à cauſe du trop grand riſque qu'il y auroit à attaquer une Armée auſſi puiſſante, auſſi bien poſtée, & auſſi bien retranchée qu'eſt la leure.

Les avis poſterieurs de la nôtre arrivez hier au ſoir, portent que Mr de Cadogan ayant eſté reconnoître les Ennemis, il les trouva effectivement tres-avantageuſement retranchez.

Je finis en vous parlant

d'une Lettre que je ne vous rapporte point icy, parce qu'elle roule sur un fait public.

Les Anglois qui s'estoient long-temps opposez au commerce des Lettres entre la France & la Hollande, ont tenté aprés le refus des Preliminaires proposez, de faire rompre ce commerce, & les motifs secrets qu'ils ont eus de faire cette proposition aux Hollandois, sont qu'il se trouve beaucoup de

perſonnes de cette Nation qui ſe plaiſent à écrire la verité, & ſur tout lors qu'il s'agit de quelques évenemens extraordinaires. Leurs Lettres ſe répandent non ſeulement en France; mais par ce moyen elles y répandent auſſi ce qu'ils ont recueilly des Lettres des Anglois raiſonnables & Pacifiques, & la France enſuite répand ces Lettres par tout comme je fais aujourd'huy, ce qui fait ouvrir les yeux

aux ſujets des Alliez, & leur fait voir que l'ambition & les intereſts particuliers des perſonnes qui les gouvernent les engagent à continuer de fournir aux frais d'une guerre qui achevera dans peu de les abîmer, ſi la Paix ne vient à leur ſecours.

On peut juger par les effets que ces Lettres produiſent, que ceux qui ne cherchent qu'à continuer la guerre pour les raiſons ſi ſouvent

marquées, ont lieu de ſouhaiter que le commerce des Lettres qui découvrent leur caractere & leur manege ſoit defendu.

Il y a lieu de plus en plus de croire, que la France ſortira glorieuſement de la guerre que les Alliez ont voulu luy faire finir honteuſement; tous les François continuant d'offrir tous les jours leur ſang & leur bien pour la défenſe & pour la

e de l'Eſtat. Je vous ay

gloi

marqué d'abord ce qui s'eſt paſſé à Paris à cet egard, & je dois ajoûter icy que toutes les Villes de France ont fait, & font tous les jours la meſme choſe & que le Peuple de Bayone ayant appris que le Roy avoit rejetté les honteux Preliminaires de Paix qui luy avoient eſté propoſez, avoient fait des feux de joye & des illuminations par toute la Ville, & avoient declaré qu'ils étoient



prests de sacrifier tout leur sang & tous leurs biens pour la défense de l'Etat.

FIN.

